



DÉCLARATION

Cop26 : un nouvel affront face aux urgences sociales et climatiques !

La Cop26 s'est clôturée le 13 novembre, à Glasgow, un jour plus tard que prévu, sur la signature d'un nouvel accord qui laisse un goût amer dans la bouche de toutes celles et ceux en attente de réponses à la hauteur des défis sociaux et environnementaux que nous impose le changement climatique.

Le dernier rapport du GIEC, rappelant que nous avons déjà franchi la barre des 1,1°C par rapport aux températures préindustrielles, indiquait que la trajectoire actuelle nous menait tout droit vers les 2,7°C à la fin du siècle avec un dépassement de l'objectif de 1,5°C avant 2035. Les engagements pris à Glasgow n'avancent en rien vers cette nécessaire réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) et l'atteinte de ces objectifs, par notamment l'absence de décisions fermes sur un calendrier de sortie des énergies les plus carbonées (charbon en tête mais aussi gaz et pétrole).

Au contraire, c'est à une augmentation de la consommation énergétique à l'échelle mondiale à laquelle on assiste et qui se dessine pour les années qui viennent. Pourtant, les scientifiques ne cessent de tirer la sonnette d'alarme, l'inaction d'aujourd'hui va avoir non seulement des effets dramatiques pour des centaines de millions de personnes mais elle nous plonge aussi vers un avenir où les conséquences en cascade du réchauffement sont imprévisibles et potentiellement incontrôlables.

Deuxième échec notoire des négociations, les divers mécanismes de financements et de subventions directes allant des pays les plus riches vers les plus pauvres pour réduire les émissions, la mise en place des politiques d'adaptation et d'atténuation au changement climatique ou encore de compensations des pertes et dommages liés aux catastrophes naturelles croissantes n'ont pas abouti. Après avoir dépensé 17 000 milliards d'euros dans le cadre des plans de relance post-Covid, les gouvernements des pays du Nord, dont la responsabilité historique accablante dans le réchauffement actuel n'est plus à démontrer, continuent leur politique impérialiste et de défense des intérêts capitalistes nationaux au mépris des logiques de coopérations tant vantées devant les caméras.

C'est aux sacro-saints mécanismes de marché et aux multinationales que l'on continue de confier le soin d'orchestrer les réponses climatiques. L'article 6 consacre ces politiques, actant notamment la mise en place d'un marché international du carbone pour les entreprises privées et publiques. Les plans dits du « Net Zero » — paradigme du Greenwashing — des plus grandes entreprises de la planète ont fleuri déjà bien en amont de la Cop, les plus gros pollueurs promettant des reboisements allant au-delà des terres arables actuellement disponibles, l'investissement dans des technologies non-éprouvées de stockage et de filtrage du carbone, en échange du maintien, voire de l'augmentation, de leur niveau d'émission en GES pour les prochaines années.

Le mouvement syndical, représenté par la Confédération Syndicale Internationale et ses affiliés à Glasgow, a réussi à faire intégrer dans différentes parties du texte la notion de Transition juste, une transition éthique qui consiste en l'engagement à assurer des formations aux travailleur.euse.s impacté.e.s, des plans de créations d'emplois et impliquer les syndicats dans le développement des stratégies nationales. Près de 50 pays en ont fait mention explicite dans leur contribution déterminée au plan national, dont la France. Si l'on peut déplorer que ces engagements restent flous dans leurs modalités concrètes et ne sont pas contraignants, il s'agit néanmoins d'un point d'appui essentiel pour mettre les gouvernements devant le fait accompli et porter nos revendications nationales dans un cadre international. La mobilisation mondiale du 6 novembre, rassemblant 120 000 personnes à Glasgow, mouvements indigènes et autochtones en première ligne du changement climatique, activistes pour le climat, mouvements féministes et antiracistes et un fort cortège syndical, sont les motifs d'espoir les plus sérieux. Le mouvement syndical et ses alliées, très actifs en marge des négociations officielles, sont plus que jamais impliqués pour construire une alternative réelle avec l'ensemble des travailleurs, basée sur la justice sociale et climatique.

La CGT dénonce cette Cop pour rien et continuera le travail entamé avec le Forum Syndical International des Transitions Écologiques et Sociales en juin dernier, en s'appuyant sur l'appel commun qui en a été issu et par la proposition au mouvement syndical international d'une mobilisation mondiale des travailleuses et travailleurs, en 2022, sur les thématiques écologiques.